

47125

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/333
E/CN.14/CAS.4/VS/14
6 janvier 1965

FRANCAIS
Original: ANGLAIS/
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DU CYCLE D'ETUDES SUR LES STATISTIQUES
D'ETAT CIVIL EN AFRIQUE

(Addis-Abéba, 14-18 décembre 1964)

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
I. Introduction	1 - 5
II. Les statistiques d'état civil en Afrique à l'heure actuelle	6 - 14
III. Expérience des divers pays	15 - 26
IV. Définitions, classifications et présentation des faits d'état civil connus d'après les registres d'état civil et les enquêtes sur le terrain	27 - 39
V. Mise au point d'essais et d'enquêtes concernant l'inscription des faits d'état civil y compris les observations continues	40 - 46
VI. Les erreurs et distorsions non dues au sondage dans les enquêtes démographiques rétrospectives	47 - 57
VII. Utilisation des données des recensements et des enquêtes pour l'estimation des taux démographiques	58 - 68
VIII. Recommandations en vue d'une action future	69
IX. Séance de clôture	70
Annexe I	Ordre du jour
Annexe II	Liste des participants
Annexe III	Liste des documents
Annexe IV	Allocution d'ouverture de M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique

I. Introduction

1. Le premier Cycle d'études africain sur les statistiques d'état civil s'est tenu à Addis-Abéba du 14 au 18 décembre 1964. Il a été organisé par la Commission économique pour l'Afrique avec le concours du Bureau de statistique et de la Direction des opérations d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Il fait suite à une recommandation de la troisième Conférence des statisticiens africains.

2. Le Cycle d'études avait pour but a) d'étudier les méthodes, les techniques et les problèmes qui ont trait à l'obtention rapide des principaux taux démographiques en Afrique, soit par le moyen d'enquêtes rétrospectives soit par tout autre moyen destiné à remplacer un système complet d'état civil et b) d'examiner les méthodes, les procédés et les modalités de création, d'extention et d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil dans la région. Dans l'organisation du cycle d'études une importance particulière a été accordée à certains essais qui se font en Afrique et qui, grâce à la combinaison d'un certain nombre de procédés techniques devait procurer, espérait-on, un fonds d'expérience précieuse pour prévoir l'évolution probable dans ce domaine compte tenu des conditions locales.

3. Ont assisté à la réunion des participants de 12 pays membres ou membres associés, un groupe de consultants et des représentants d'organisations qui ne relèvent pas des Nations Unies et s'intéressent particulièrement au développement des statistiques démographiques africaines.

4. M. Thomas Curtis, Directeur de la Statistique générale et de la Mécanographie de la Guinée et Ato Seyoum Alemayehu, du Bureau central de statistique éthiopien, ont été élu respectivement président et vice-président.

5. L'ordre du jour, la liste des participants, la liste des documents présentés et la déclaration d'ouverture du Secrétaire exécutif de la CEA font l'objet des annexes I, II, III et IV, respectivement.

II. Les statistiques d'état civil en Afrique à l'heure actuelle
(Point 4 de l'ordre du jour)

Directeur des débats : Mlle Kathleen Jupp

6. L'établissement de statistiques démographiques forme un tout dont les statistiques d'état civil sont un élément important car elles complètent les données sur la grandeur et la composition de la population. Comme ces données sont généralement recueillies au cours d'opérations périodiques à grande échelle comme les recensements, il existe un rapport, très étroit entre ces opérations et tout système de rassemblement de données d'état civil, que ce soit l'enregistrement des déclarations ou tout autre procédé que l'on y substitue.

7. En Afrique, la relation entre les deux types de données est encore plus étroit qu'ailleurs. A défaut de statistiques sûres obtenues à partir des faits d'état civil enregistrés, il est devenu courant de répondre aux besoins urgents de la planification économique et sociale en évaluant les taux de natalité et de mortalité à l'aide des résultats d'enquêtes rétrospectives faites au cours d'un recensement national ou d'une enquête nationale par sondage. En outre, certaines enquêtes moins étendues ont pour but de procurer des données analogues, en attendant que l'enregistrement des déclarations puisse en Afrique comme ailleurs servir à construire des statistiques d'état civil

sûres accessoirement à sa fonction juridique d'établissement du statut et des droits des individus. Le procédé qui consiste à tirer des données d'état civil des opérations de recensement national sera probablement utilisé encore pendant quelque temps en Afrique et les pays de la région auraient intérêt à organiser leurs efforts dans ce sens dans le cadre de leur participation au Programme de recensement mondial de 1970, compte tenu des recommandations internationales révisées dont ils disposeront bientôt.

8. Les participants ont noté que l'enregistrement à l'état civil n'est obligatoire et généralisé que dans quelques pays africains groupant environ 1 tiers de la population du continent. Il a également noté que même lorsque la loi rend cet enregistrement obligatoire, elle n'est pas souvent observée.

9. Compte tenu de ces lacunes de l'enregistrement et eu égard à certains des problèmes qui se posent aux pays africains dans leurs efforts pour surmonter leurs difficultés l'examen de la situation actuelle en ce qui concerne l'établissement des statistiques d'état civil et l'étude des propositions relatives aux mesures à prendre à cet égard a été intéressant autant qu'instructif. Dans leur exposé de la position de leurs pays, les participants ont tous déclaré à propos des difficultés que présente la construction de statistiques complètes - cette communauté de vues est d'autant plus remarquable qu'elle se dégageait des exposés et n'était pas explicitement exprimée - qu'il fallait donner une impulsion vigoureuse à l'enregistrement continu des faits d'état civil et chercher des solutions au problème. On peut en conclure que l'on est maintenant davantage conscient de l'importance et de la nécessité de l'enregistrement des faits d'état civil, à cause de son utilité sur les plans juridique et statistique, qu'il n'apparaissait à la troisième conférence des statisticiens africains qui a eu lieu à Addis-Abéba en 1963 ou au Cycle d'études du Caire sur les problèmes de population en Afrique (1962).

10. Les statisticiens africains portent à l'enregistrement en tant que source fondamentale des statistiques de l'état civil cet intérêt croissant qu'avaient déjà exprimé les participants au Cycle d'études sur les services centraux mis à la disposition des pouvoirs publics locaux, tenu au mois de juin dernier en Nigéria du Nord. Il est donc urgent que l'Organisation des Nations Unies organise maintenant l'octroi d'une assistance sur le plan international pour encourager l'enregistrement à l'état civil, essentiellement en vue d'assurer la protection des droits de l'homme grâce à des documents adéquats sur l'identité, la nationalité etc. L'encouragement devrait se traduire par une assistance matérielle et technique aussi bien que par appui moral de nature à faciliter les progrès.

11. Il est important pour obtenir dans l'avenir des données plus exactes sur les faits d'état civil en Afrique, que le contrôle et l'évaluation techniques soient jugés être un élément nécessaire aux projets en cours ou encore au stade de l'élaboration, en ce qui concerne l'enregistrement au même titre que les autres méthodes utilisées pour obtenir les données d'état civil.

12. Il s'ensuit que les techniques d'enquête continueront à jouer un rôle important dans le rassemblement des statistiques d'état civil. Cependant, on prévoit des difficultés dans les zones urbaines à cause de la mobilité des ménages. Le problème en Afrique reste, cependant, essentiellement un problème rural, car les zones urbaines de 20.000 ou plus habitants ne constituent qu'une très faible proportion de la population totale, proportion estimée à environ 10 pour cent dans les années 1950 à 1959.

13. Les participants ont exprimé diverses opinions sur les moyens les plus efficaces d'encouragement de l'enregistrement. La nécessité de dispositions législatives appropriées, relativement simples et souples, a été soulignée par certains participants. Pour d'autres, la législation joue un rôle moins important que les méthodes de persuasion visant à rendre la population consciente des avantages que leur offre l'enregistrement des faits d'état civil. D'autres encore ont été d'avis que le progrès est freiné moins par l'absence d'intérêt chez les populations que par le manque d'appui de la part de l'Administration. On a cité des exemples de modification des dispositions administratives, de changement du personnel des centres d'enregistrement, de perte des réponses aux questionnaires, d'erreurs commises dans l'enregistrement par l'officier d'état civil. Dans certaines régions venaient s'ajouter les difficultés à obtenir des renseignements auprès des populations nomades.

14. Enfin, les participants ont estimé que les programmes visant à stimuler l'enregistrement seraient plus efficaces si l'exécution en était échelonnée de l'une ou l'autre manière. On pourrait, par exemple, concentrer les ressources dans quelques zones choisies pour passer ensuite à d'autres zones.

III. Expérience des divers pays

(Point 5 de l'ordre du jour)

Directeur des débats : Dr. Pierre Cantrelle

15. En guise d'introduction, on a présenté un tableau de la situation des enquêtes démographiques et de l'enregistrement des actes d'état civil dans les divers pays africains depuis 1961.

16. Au Kenya on souligne la nécessité d'avoir dans chaque centre d'état civil un employé à plein temps chargé spécialement d'effectuer les relevés statistiques, de procéder à des vérifications sur le terrain et d'exercer un contrôle serré sur les données recueillies. L'officier d'état civil a souvent d'autres attributions dans ses fonctions que l'enregistrement. Cependant, on n'a pas perdu de vue les problèmes budgétaires que pose le recrutement d'un fonctionnaire travaillant à plein temps sur les statistiques d'état civil dans chaque centre. La répétition des observations ou passages sur le terrain paraît une méthode à retenir en ce qu'elle permet de mieux saisir les mouvements de population. A cet égard, les expériences effectuées au Pakistan, où la fréquence des observations annuelles sur le terrain était trois, sont évoquées. Un questionnaire unique ne permettant pas toujours de faire des relevés corrects sur les populations enquêtées, certains participants estimerait souhaitable de recourir à des formulaires différents s'adaptant mieux à des populations très différentes d'un même pays.

17. Au Togo une amélioration très nette de l'enregistrement, surtout des déclarations des naissances et des décès a été constatée pendant cette dernière décennie. Les renseignements concernant les hommes étaient plus satisfaisants que ceux relatifs aux femmes. Le problème des changements de noms est évoqué ainsi que celui des déclarations inexactes relatives à l'appartenance à telle ou telle localité. On pense obtenir des résultats fructueux en combinant les efforts des services sanitaires avec ceux des statistiques et des administrations de l'état civil. Une telle méthode peut procurer, en plus des statistiques démographiques courantes, des données utiles aux responsables des services de santé.

18. En Rhodésie on effectue des expériences sur de petits échantillons de 500 personnes pour évaluer les avantages de la méthode intensive sur des aires réduites ainsi que l'intérêt des observations répétées, et, l'avantage de combiner la méthode extensive avec la méthode intensive d'observation déjà indiquée, par la multiplication des petits échantillons.

19. Au Sénégal en zone rurale des progrès ont été réalisés par des moyens multiples dans l'enregistrement de l'état civil. Une enquête démographique complémentaire est en cours et consiste en des visites répétées sur une zone limitée. Il est apparu que les visites annuelles dans chaque famille donnent de meilleurs résultats que des visites trimestrielles dans chaque village.

20. Au Maroc la méthode utilisée était rétrospective pour le milieu urbain comparative et rétrospective à la fois pour le milieu rural. Des différents questionnaires ont été utilisés lors des trois passages en milieu rural. La comparaison de la composition de chaque foyer aux différents passages a permis de déceler les naissances et les décès survenus pendant la période de l'enquête. En plus un questionnaire rétrospectif a été employé afin de saisir les enfants nés et décédés entre deux passages consécutifs. Une étude critique des différentes méthodes utilisées est en cours de réalisation. Toutefois, on peut affirmer dès maintenant que la combinaison des plusieurs méthodes a donné des résultats plus précis que l'utilisation d'une méthode unique. Les résultats positifs de cette enquête constituent un apport très important dans le domaine de la recherche démographique marocaine. Par ailleurs, la réglementation d'enregistrement d'état civil a été adaptée, les résultats seront contrôlés par un sondage utilisant le réseau d'agents sanitaires qui est en cours d'installation.

21. La République Arabe Unie a un système d'enregistrement depuis longtemps; néanmoins on a mis sur pied un projet spécial, en collaboration avec le Centre démographique du Caire, qui doit commencer en 1965. Ce projet basé sur l'observation continue, doit permettre de mesurer le sous-enregistrement et d'en faire apparaître les raisons principales. Il doit également permettre de déterminer la méthode la plus efficace pour obtenir une couverture complète. Des énumératrices entraînées résideront pendant toute une année dans les villages échantillons afin d'effectuer des opérations continues au moyen de visites répétées dans tous les ménages de ces villages. On effectuera trois comptages-recensements dans chacun de ces villages échantillons, au début, au milieu et à la fin de l'année. On doit attirer l'attention sur le fait que ce sont des énumératrices qui ont été choisies pour ce projet et il semble que cette expérience pourrait être effectuée dans un petit nombre de pays qui en ont la possibilité.

22. Pour la Nigéria on a mentionné l'enquête démographique par sondage pour l'ensemble du pays commencer au début de 1965 et qui couvrira entre autres sujets la fécondité, la mortalité, les caractéristiques économiques et les migrations internes.

23. En Guinée un effort a été fait pour mettre l'état civil à la portée de la population. C'est ainsi que des pouvoirs d'officiers d'état civil ont été dévolus à des Présidents de Comité, le Comité étant une cellule géographiquement délimité et comprenant 500 à 800 personnes. Cependant il existe des difficultés de collecte et de remplissage des documents, difficultés que pourraient être éliminées grâce à la campagne d'alphabétisation ce qui permettrait de mettre à la disposition des comités des formulaires en langues françaises

et nationales. Une campagne d'explication systématique a été entreprise par l'envoi des missions qui ont pour but d'installer des comités types ce qui aurait pour effet d'atteindre progressivement le but final c'est-à-dire l'enregistrement total et continu des actes d'état civil.

24. A Madagascar un système d'enregistrement continu de l'état civil fonctionne depuis longtemps. Toutefois cet enregistrement n'est pas complet et le pourcentage de sous-déclaration varie considérablement selon les régions. La quasi-complétude de l'enregistrement dans la province de Tananarive a permis d'obtenir des données détaillées sur les taux de fécondité et de mortalité. Une enquête par sondage doit débiter dans le courant de 1965 afin d'obtenir des taux régionaux et de mesurer l'influence des différents facteurs économiques et sociaux sur ces taux.

25. Plusieurs participants insistent sur le fait que chez les populations nomades, les taux observés présentaient généralement des écarts sensibles avec ceux des populations sédentaires. Le phénomène sans être définitivement acquis appelle plus d'investigation. Dans certains pays ou régions, les changements des noms sont fréquents; ce qui cause des difficultés dans les opérations d'enregistrement et le contrôle d'état civil. Deux tentatives de solutions sont préconisées; d'une part, une législation que pourraient décider les autorités; d'autre part, supprimer ou atténuer les difficultés par l'exploitation au maximum du système onomastique traditionnel (s'il existe).

26. Dans l'ensemble, les discussions ont montré que dans les différents pays les difficultés étaient généralement de même nature et que les méthodes avaient un fonds commun mais que les modalités variaient considérablement d'un pays à l'autre selon les réalités géographiques, sociales ou politiques et aussi selon les ressources financières.

IV. Définitions, classifications et présentation des faits d'état-civil
connus d'après les registres d'état civil et les enquêtes sur
le terrain

(Point 6 de l'ordre du jour)

Directeur des débats : Dr. Yves Biraud

27. Le Cycle d'études ayant affirmé avec force que l'objectif final était établissement d'un système efficace, généralisé et continu d'enregistrement et de statistiques d'état civil dans tous les pays d'Afrique il a estimé devoir passer en revue les définitions et règles internationales existant en la matière pour voir si et comment elles pouvaient être effectivement appliquées sur ce Continent.

28. De la série des définitions de l'Organisation Mondiale de la Santé et des Nations Unies, présentée dans les Principes directeurs d'un système de statistiques d'état civil celles concernant les naissances vivantes et les morts foetales ont fait l'objet d'un examen particulier en raison de leurs répercussions sur les taux de natalité, mortalité infantile, mortalité générale et mortinatalité.

29. Sans prétendre modifier ces définitions qui s'appliquent surtout aux naissances surveillées par des médecins ou sages femmes : le Cycle d'étude a estimé que dans les enquêtes démographiques, il serait sage de considérer comme nés-vivants, les enfants ayant crié à la naissance et comme morts foetales les enfants n'ayant pas crié.

30. Il a fermement endossé le principe selon lequel un enfant né vivant, et décédant quelques instants ou quelques jours après sa naissance devrait faire l'objet d'une inscription au registre des naissances et d'une autre au registre des décès : celle-ci précisant la durée de vie.

31. Il a été proposé que dans la mise en tableaux ultérieure, ces décès infantiles soient groupés selon le classement du Règlement 1 de l'OMS, adopté par les Nations Unies c'est-à-dire

âge à moins d'un jour, 1, 2, 3, 4, 5, 6 jours; 7 à 13 jours;
14 à 20 jours; 21 à 27 jours, 28¹ jours à 2 mois, 2, 3, 4...
11 mois; et non indiqué.

32. En ce qui concerne les décès d'adulte : l'avis unanime a été qu'il fallait enregistrer l'âge avec toute la précision possible en s'aidant éventuellement de calendriers locaux d'évènements historiques, quitte à effectuer ultérieurement dans l'exploitation des données des groupements nécessaires.

33. Les données recueillies par années d'âge pouvaient ensuite être groupées selon les classes de 5 et 10 ans préconisées par l'OMS et les Nations Unies, et regroupées selon les besoins, des statistiques de scolarisation, de main-d'oeuvre, de fécondité etc.

34. L'attention du Cycle a été attirée sur les avantages du groupement en âges physiologiques de 0 à 1 an, 1 à 4, 5 à 14, 15 à 49 et 50 et au dessus, qui correspondaient à celles des classements grossiers fréquemment employés.

35. La limite d'âge de 50 ans (même approximative) est celle retenue pour l'indicateur sanitaire et démographique, de Swaroop et Uemura (mortalité proportionnelle au dessus de 50 ans) applicable même lorsque l'enregistrement d'état civil est incomplet.

36. Les membres du Cycle d'études ont estimé ne pouvoir discuter les définitions relatives aux mariages, divorces, etc., en raison de la multiplicité des situations juridiques dans les divers pays d'Afrique et parmi les différents groupes ethniques à l'intérieur d'un même pays.

37. Le Cycle a noté que dans de nombreux pays africains, la législation d'état civil ne faisait pas allusion aux mort-nés (morts foetales), et il a estimé peu pratique, dans l'état actuel des choses, d'en recommander l'enregistrement dans la plupart des pays.

38. Il a estimé d'autre part que lorsque les conditions particulières dans lesquelles s'effectuaient les travaux démographiques en Afrique ne permettait pas d'appliquer les définitions, classifications internationales, il fallait s'efforcer d'indiquer la correspondance avec ces dernières, et les points de divergence pour que les utilisateurs du travail publié ne puisse se méprendre.

39. Le Cycle d'étude a constaté que si l'on disposait des définitions internationales agréées pour les faits et les procédures de l'enregistrement d'état civil classique, il n'en était pas de même des différentes formes d'enquêtes démographiques par lesquelles on s'efforce de suppléer au manque ou à l'incomplétude des statistiques d'état civil classiques. Le Groupe a demandé au Dr. Biraud de préparer des définitions des différents types d'enquêtes d'état civil. Ce travail préliminaire servira de base à des discussions ultérieures.

V. Mise au point d'essais et d'enquêtes concernant l'inscription des faits d'état civil (y compris les observations continues)
(Point 7 de l'ordre du jour)

Directeur des débats : Mr. C. Scott

40. On a reconnu qu'il était absolument indispensable d'établir chaque année des données complètes sur les taux démographiques, et que les pays intéressés devaient dès lors s'efforcer d'instaurer dès que possible un système national d'enregistrement des événements d'état civil.

41. C'est pourquoi on a procédé à l'examen des problèmes statistiques liés à la création d'un système d'enregistrement. La mise en place de ce système commencerait par des enquêtes par sondage tenant lieu d'enregistrement; on passerait ensuite à des programmes d'enregistrement par sondage combinés à des enquêtes, pour atteindre enfin le but recherché c'est-à-dire l'enregistrement à l'échelon national. Il va sans dire qu'un programme de cette envergure est très complexe et qu'il ne faut pas l'entreprendre à la légère.

42. On a examiné brièvement les méthodes d'enquête, en faisant la distinction entre l'enquête unique totalement rétrospective, et l'enquête à passages multiples, dite "méthode du follow-up et les observations continues. Les deux dernières sont plus coûteuses mais réduisent les risques d'erreur dans les déclarations.

43. On a étudié le rôle des enquêtes destinées à faciliter le programme d'enregistrement. Ces enquêtes sont indispensables; elles servent à vérifier dans quelle mesure l'enregistrement est complet et sont en outre une source indépendante de données pour l'évaluation des taux démographiques et de méthode de dénombrement de la population de base, sans quoi l'enregistrement des données n'a aucune valeur statistique.

44. Les débats ont également porté sur le caractère variable des taux démographiques dans le temps et dans l'espace et ses incidences sur les statistiques. On a reconnu que les variations dans le temps pouvaient être considérables et influencer fortement par là sur la conception des enquêtes lorsque celles-ci remplacent l'enregistrement. Les variations dans le temps constituent la raison principale qui pousse le statisticien à rechercher l'institution d'un système d'enregistrement des faits d'état civil plutôt que

des enquêtes périodiques. Les variations dans l'espace (c'est-à-dire la composante géographique de la variance) peuvent être également importantes, peut-être plus particulièrement en ce qui concerne la mortalité, mais on a constaté qu'il n'existait pas dans ce domaine de données facilement disponibles. On peut cependant obtenir très facilement les renseignements nécessaires en se reportant aux enquêtes antérieures. On a admis que des études de ce genre s'imposaient, car ces renseignements sont indispensables pour une bonne préparation des enquêtes.

45. La question essentielle est de savoir si les taux démographiques à l'échelon national sont d'une réelle utilité. On a généralement reconnu cette utilité; en effet, ces données sont très demandées par les gouvernements tout particulièrement pour l'élaboration des politiques relatives à la planification dans le domaine de l'enseignement, de la main-d'oeuvre et de la population.

46. Pour terminer, on a fait état des difficultés que présente l'instauration d'un système d'enregistrement basé sur un sondage représentatif sur le plan national. Les participants ont été unanimes à reconnaître l'intérêt d'un tel système, tout en admettant qu'il peut dans certains cas être irréalisable, en raison, par exemple, de l'insuffisance des ressources financières dont dispose le pays, ou de la difficulté d'attendre la population dans certaines régions.

VI. Les erreurs et distorsions non dues au sondage dans les enquêtes démographiques rétrospectives

(Point 8 de l'ordre du jour)

Conducteur des débats : M. Ranjan K. Som

47. Quand les renseignements sont recueillis au moyen d'enquêtes sur les naissances et les décès qui se sont produits dans le passé proche et lointain, les enquêtes démographiques rétrospectives constituent un moyen possible d'obtenir une évaluation des taux du mouvement de la population lorsqu'il n'existe pas de service de l'état civil ou que ce service est insuffisant. Bien qu'en général les taux obtenus par le moyen de ces enquêtes se soient révélés plus exacts que ceux de l'état civil, dans certains cas cependant ils comportaient des erreurs et des distorsions importantes. Les enquêtes comprennent des questions sur ces faits antérieurs étant devenues plus fréquentes dans les dernières années, on s'attache de plus en plus à une étude systématique de ces erreurs et de ces distorsions.

48. Le Cycle d'études a approuvé dans ses grandes lignes le document du secrétariat (E/CN.14/CAS.4/VS/3). Il a loué les efforts accomplis par celui-ci il a reconnu et noté les problèmes posés par des études de ce type. Il a insisté sur le fait que c'est l'erreur totale qui doit être réduite dans tout processus de collecte de données, qu'il s'agisse d'enquêtes par sondage ou de recensements, et non seulement les erreurs dues au sondage. Il est arrivé parfois que des erreurs et des distorsions non dues au sondage ont enlevé toute valeur aux résultats obtenus grâce à des enquêtes par ailleurs bien conçues. Les participants ont également noté la présence d'erreurs et de distorsions non dues au sondage dans des dénombrements complets et ont insisté sur la nécessité de les réduire.

49. On a mentionné les méthodes suivantes permettant de corriger ces erreurs et distorsions : répétition de l'enquête sur un sous-échantillon de l'enquête originale (dénombrement complet ou enquête par sondage), utilisation de sous-échantillon superposés qui permet d'étudier les différences résultant des enquêteurs, des méthodes de rassemblement, etc. et utilisation de périodes rétrospectives.

50. En considérant que la répétition de l'enquête sur un sous-échantillon constitue une évaluation technique, on a insisté sur la nécessité de veiller à ce que les résultats de la répétition de l'enquête ne soient pas eux-mêmes sujets à des erreurs et à des distorsions non dues au sondage. L'utilisation de sous-échantillons superposés a été mentionnée aussi bien pour l'étude des différences résultant des enquêteurs que pour la détermination des erreurs de sondage : les difficultés dues aux enquêteurs ont été évoquées et les solutions adoptées dans certains pays ont été discutées. L'application de ces deux méthodes est universelle et n'est pas limitée aux enquêtes rétrospectives.

51. Les erreurs de rétrospection sont un type particulier d'erreurs et de distorsions non dues au sondage dans les enquêtes rétrospectives et se produisent dans les cas où ces erreurs et distorsions peuvent être attribuées à la période rétrospective, c'est-à-dire la période située entre la date du fait d'état civil (naissance ou décès) et la date de l'entrevue. Des erreurs de ce genre peuvent être dues à des absences de mémoire ou à une mauvaise compréhension chez personnes qui fournissent les renseignements, à l'habileté plus ou moins grande de l'enquêteur, à la forme du questionnaire utilisé, etc. Elles peuvent également se produire dans les pays développés. Les méthodes mises au point pour l'étude des erreurs de rétrospection dans les données d'état civil du moment et pour la correction de ces erreurs ont été illustrées par des résultats obtenus en Haute-Volta en 1960-1961. Outre l'omission totale d'un fait, les participants ont discuté l'effet de décalage résultant d'une erreur dans la date du fait qui produit un "téléscopage" ou une "expansion". Ils ont estimé que les données disponibles pourraient être vérifiées pour éviter ces erreurs de rétrospection et ont recommandé qu'à l'avenir les enquêtes soient conçues de façon à permettre cette méthode d'analyse. L'étude du rapport de fécondité des naissances et des décès d'enfants de moins d'un an peut révéler des erreurs de rétrospection.

52. Les enquêtes périodiques ont également été mentionnées comme un moyen de déterminer directement le taux d'accroissement de la population ainsi que de vérifier les résultats des enquêtes rétrospectives. Les renseignements concernant les enfants nés et décédés durant l'intervalle doivent aussi être recueillis à l'aide d'une enquête rétrospective. Enfin, le collationnement des renseignements individu par individu, est souhaitable, bien que coûteux et difficile d'application.

53. La méthode du collationnement des faits d'état civil obtenus, les uns à l'aide des enquêtes rétrospectives, les autres à partir des registres d'état civil, a été mentionnée comme un moyen d'accroître la précision des taux relatifs aux faits d'état civil connus par les enquêtes rétrospectives, et d'obtenir une indication de l'étendu des lacunes d'enregistrement. L'efficacité de la formule de CHANDRA SEKHAR et de DENING, qui a été appliquée dans d'autres régions a été reconnue, mais il a été recommandé d'étudier de manière plus approfondie la validité de l'hypothèse sur laquelle elle est basée : l'indépendance de l'omission ou de l'inclusion des faits dans l'enquête et dans l'enregistrement. Cette méthode est très coûteuse, mais il est possible de prélever des sous-échantillons des unités de base tout en appliquant la méthode de l'analyse de l'erreur de rétrospection.

54. L'étude de l'erreur de rétrospection dans les données historiques de fécondité relatives au nombre total déclaré d'enfants mis au monde a comporté : une analyse du rapport de masculinité des naissances et de la mortalité des enfants de moins d'un an par cohorte de mariages et par âge de la mère; une analyse du nombre total d'enfants mis au monde selon l'âge de la mère et un ajustement linéaire des données de fécondité relatives aux femmes ayant dépassé l'âge de reproduction, dans l'hypothèse d'une fécondité stable et de l'absence d'une relation

entre la fécondité et la mortalité au-delà de la période de reproduction; et enfin, une comparaison entre le nombre total d'enfants mis au monde et la fécondité courante cumulée, basée sur l'hypothèse d'une fécondité stable et de l'absence de toute relation entre la fécondité et la mortalité des mères. On a exprimé des doutes quant à la validité de l'hypothèse d'une fécondité stable. Le besoin d'études plus poussées sur ces hypothèses a été soulignée, en raison des indications contradictoires apportées par différentes tendances au cours d'une récente enquête.

55. Parmi les sources importantes d'erreurs non dues au sondage qui affectent les données historiques sur la fécondité, a été citée la possibilité de l'omission de déclaration des enfants issus d'un mariage précédent des mères.

56. Certaines techniques susceptibles d'être utilisées sur le terrain pour réduire au minimum les erreurs et distorsions non dues au sondage ont été indiquées, parmi lesquelles l'emploi de bulletins d'enquête détaillés, une meilleure formation des enquêteurs, la préparation de calendriers locaux, etc.

57. Certains des participants ont exposé leur intention d'incorporer une étude des distorsions et erreurs non dues au sondage dans les enquêtes à venir. En conclusion, le Cycle d'études a recommandé pour permettre une analyse systématique, d'incorporer à chaque plan d'enquête les méthodes à employer pour déceler et corriger les erreurs et distorsions des données recueillies qui ne sont pas dues au sondage sur la base d'un dénombrement complet ou d'une enquête par sondage.

VII. Utilisation des données des recensements et des enquêtes pour
l'estimation des taux démographiques

(Point 9 de l'ordre du jour)

Directeur des débats : Mr. W. Brass

58. Le document (E/CN.14/CAS.4/VS/7) présente une série cohérente de méthodes d'évaluation des taux démographiques à partir des résultats des recensements et des enquêtes au cours desquels deux types de données ont été rassemblées : nombre des naissances et des décès pendant une courte période précédant le recensement ou l'enquête (généralement un an) et nombre total des enfants nés et morts par groupe d'âge de la mère. On suppose que l'âge des enfants vivants et des enfants morts au cours de cette période est enregistré par classes de peu d'étendue.

59. Le principe fondamental de ces méthodes est que les erreurs d'observation sont relevées et corrigées par la comparaison de diverses séries de données. On utilise pour les comparaisons et les corrections des modèles démographiques pour combler les lacunes dans la composition démographique détaillée de la collectivité étudiée. D'après ce principe, on calcule le taux de natalité et le taux total de fécondité supposant exact le nombre total des enfants mis au monde par les femmes des premiers groupes d'âges (notamment celui de 20 à 24 ans) et en tirant un coefficient de correction des erreurs de rétrospection que l'on applique au nombre des naissances relevées l'année précédente. A l'aide des modèles démographiques on dresse des tables de mortalité suivie jusqu'à l'âge de trente ans environ d'après la proportion des enfants morts et l'âge de la mère. Le document présente une méthode permettant de rapprocher cette probabilité des valeurs correspondantes, calculées par des méthodes types à partir des décès relevés l'année précédente, grâce à un système de tables modèles de mortalité. On obtient ainsi une table complète de mortalité pour la population considérée. Le document propose des vérifications directes de la valeur des estimations de la fécondité et de la mortalité à l'aide de la théorie de la population quasi stable.

60. Dans l'application des techniques aux résultats des recensements et des enquêtes concernant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est, on s'est aperçu qu'en général, les estimations de la fécondité étaient plus élevées que si on les avait calculées à partir, soit seulement du nombre des naissances au cours de l'année précédente, soit seulement du nombre total des enfants mis au monde par femme des groupes d'âge les plus proches de la fin de la période de fécondité. Dans presque tous les cas le taux de mortalité tiré du nombre des enfants décédés par âge de la mère, était beaucoup plus élevé que le taux de mortalité de l'année précédente. Dans tous les cas, la vérification par la théorie de la population quasi-stable a donné de bons résultats.

61. Il a été décidé au cours des débats que les renseignements fondamentaux nécessaires à l'application de ces techniques doivent être recueillis au cours d'un recensement ou d'une enquête qui peut être une enquête par sondage et non au cours d'une énumération complète, en raison de la nécessité d'interrogatoires détaillés et nombreux pour obtenir des indications aussi exactes que possible.

62. L'hypothèse selon laquelle les erreurs de rétrospection concernant les naissances au cours de l'année précédente sont les mêmes quel que soit l'âge de la mère a été jugée par certains sujette à caution. Mais les estimations de la fécondité ne sont pas influencées par des variations modérées des erreurs de rétrospection car la fécondité totale calculée ne peut être influencée d'une manière appréciable qu'en partie par une erreur liée à l'hypothèse. Le bien fondé de la technique doit venir de la consistance des résultats dans certains cas particuliers et non de la plausibilité des hypothèses pour toutes les séries d'observations.

63. La question des effets des erreurs relatives à l'âge sur les méthodes d'évaluation de la fécondité a été longuement discutée. Du fait que ces erreurs ont les mêmes effets sur deux séries de mesure comparative de la fécondité (calculées à partir du nombre des naissances au cours de l'année précédente et du nombre total des enfants nés par âge de la mère), la méthode n'est pas faussée en pratique par ces erreurs, mais celles-ci peuvent néanmoins avoir théoriquement effet. L'important est que cette technique ne soit pas appliquée sans discernement; il faut étudier avec soin la variation des comparaisons en fonction des groupes d'âge des femmes. Les représentants ont constaté qu'il y avait des distorsions caractéristiques de la composition par âge dégagée au cours de la plupart des enquêtes sur la population africaine : trop d'enfants sont portés comme ayant moins de cinq ans, l'âge des femmes au début de la période de fécondité est trop élevé, et donc de nombreuses femmes sont enregistrées comme étant au milieu de la période de fécondité. Ce genre d'erreur est tout à fait différent de celui que l'on trouve dans les recensements des pays d'Asie ou d'Amérique latine. Ces erreurs provoquent une distorsion de distribution de la fécondité spécifique estimée, distributions qui doivent donc être utilisées avec une grande prudence.

64. Les participants ont noté que le document présente un système de tables modèles de mortalité différent du système de l'Organisation des Nations Unies. Le nouveau modèle a été laboré parce qu'on juge qu'un système plus souple contenant plus d'un tableau pour chaque niveau de mortalité est nécessaire. En outre, des systèmes plus souples ont été mis au point et les modèles de l'Organisation des Nations Unies sont en cours de révision; le nouveau système pourrait accorder plus d'importance à l'expérience des pays africains.

- ii) Que soit reconnue la nécessité tout aussi essentielle d'un effort soutenu de la part des gouvernements et des organismes internationaux pour la mise en oeuvre des projets permettant d'assurer la collecte permanente de statistiques d'état civil sûres.
- iii) Que l'Organisation des Nations Unies encourage au maximum la création des services d'état civil en Afrique par une contribution matérielle et une assistance technique en personnel.
- iv) Qu'en attendant que les faits d'état civil puissent être enregistrés de façon complète, l'Organisation des Nations Unies participe dans toute la mesure de ses possibilités à la mise en oeuvre de plans appropriés, comme ceux dont le Cycle d'études a discuté, en vue de l'obtention de mesures de remplacement temporaires des taux démographiques.
- v) Que les essais et les études analytiques soient poursuivies
 - a) en vue d'accroître l'efficacité des plans de sondage, grâce des études appropriées sur la variabilité et b) en vue d'améliorer la qualité des données grâce à l'adoption de méthodes permettant de déceler et de corriger les erreurs et les distorsions non dues au sondage, notamment par le moyen des modèles démographiques.
- vi) La Commission économique pour l'Afrique devrait effectuer des études, soit en réunissant des groupes de travail soit par d'autres moyens, en vue de normaliser la classification et les définitions des mesures de remplacement de l'enregistrement des faits d'état civil, en tenant compte de la liste provisoire mise à la disposition du groupe par l'un des consultants.

IX. Séance de clôture

70. Après l'adoption du rapport à la dernière séance du Cycle d'études, M. F.A. N'Liba N'Guimbous, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique a fait un discours de clôture au nom du Secrétaire exécutif. M. N'liba a remercié les participants, les consultants, le personnel du secrétariat, les interprètes, enfin tous ceux qui ont permis ces discussions fructueuses lors de la réunion dont les résultats, pense-t-on, seront longtemps utiles aux pays de la région.

LIST OF PARTICIPANTS/
LISTE DES PARTICIPANTS

Country participants/Participants en provenance du pays

CONGO (BRAZZAVILLE)

M. Jean Claude Derouvroy
Conseiller technique
Service National de la Statistique
des Etudes Demographiques et
Economiques
B.P. 2031
Brazzaville

ETHIOPIA/ETHIOPIE

Mr. Seyoum Alemayehu
Central Statistical Office
P.O. Box 1143
Addis Ababa

FRANCE

M. Remy Clairin
Administrateur de l'Institut National
de la Statistique et des Etudes
Economiques
Ministère de la Coopération
29 Quai Branly
Paris VIIe

GUINEA/GUINEE

M. Thomas Curtis
Directeur de la statistique générale
et de la mécanographie
B.P. 221
Conakry

KENYA

Mr. J.G.C. Blacker
Government Demographer
Statistics Division
Directorate of Planning
Ministry of Economic Planning
P.O. Box 30266
Nairobi

MADAGASCAR

Mme. A.M. Raely-James
Adjointe au Directeur de
l'Institut National de la Statistique
et de la Recherche Economique
B.P. 485
Tananarive

E/CN.14/333
E/CN.14/CAS.4/VS/14
ANNEX II/ANNEXE II
page 2

MOROCCO/MAROC

M. Ben Souda Ahmed
Chef du Service des Etudes Economique
Division du Plan et de la Statistique
B.P. 178
Rabat

NIGERIA

Mr. M.I. Iro
Statistician
Federal Census Office
P.M. B. 12602
Ikoyi
Lagos

Mr. J.O. Aiyegbusi
Federal Office of Statistics
Ministry of Economic Development
Lagos

RHODESIA/RHODESIE

Mr. C.A.L. Myburgh
Director
Central Statistical Office
P.O. Box 8063
Causeway
Salisbury

SUDAN/SOUDAN

Mr. Roushdi A. Henin
Senior Lecturer in Economics
Faculty of Economics
University of Khartoum
P.O. Box 321
Khartoum

TOGO

Mlle. E. Vlassenko
Chef du Service de la Statistique Générale
B.P. 118
Lome

UNITED ARAB REPUBLIC/
REPUBLIQUE ARABE UNIE

Mr. Hohamed Abol Ela El Sayeh
Director, Demographic and Vital Statistics
Statistics Unit
Central Administration of Statistics
The Central Organization for Mobilization
and Statistics
Cairo

Organizations/Organisations

NORTH AFRICAN DEMOGRAPHIC CENTRE Mr. Abdel Moneim El Shafei
Director
North African Demographic Centre
164 Shari El-Nil
Agouza
Cairo, U.A.R.

POPULATION COUNCIL Mr. John F. Kantner
Executive Associate
The Population Council
230 Park Avenue
New York 17, N.Y.
U.S.A.

United Nations Specialized Agencies/Institutions Spécialisées
des Nations Unies

WORLD HEALTH ORGANIZATION/
ORGANISATION MONDIALE DE
LA SANTE Dr. A.E. Brown
WHO Representative for
Ethiopia

Consultants/Experts

Dr. Y. Biraud Professeur de Statistiques de
Santé Publique
Ecole Nationale de la Santé Publique
6 Rue Valentin Haüy
Paris 15e
France

Mr. W. Brass Lecturer in Statistics
University of Aberdeen
Meston Walk
Old Aberdeen
Scotland

Dr. P. Cantrelle Office de la Recherche Scientifique
et Technique Outre-Mer
Centre de Pédologie de Hann-Dakar
B.P. 116
Dakar, Sénégal

(M. Ben Souida)

(Mr. J.G.C. Blacker)

Secretariat

Mr. Robert K.A. Gardiner	Executive Secretary/Sécrétaire exécutif
Mr. Bahgat A. El-Tawil	Chief, Statistics and Demography Division/ Chef, Division de la Statistique et de la Démographie
Mr. Ibrahima Fall	Statistician/Statisticien
Miss Kathleen M. Jupp	Regional Statistical Adviser/ Conseiller régional en statistique
Mr. Yuki Miura	Statistician/Statisticien
Mr. C. Scott	Regional Statistical Adviser/ Conseiller régional en statistique
Mr. R.K. Som	Chief, Demographic Section Chef, Section de la Démographie

ANNEXE III
LISTE DES DOCUMENTS

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Langue</u>	
E/CN.14/CAS.4/VS/1	Ordre du jour provisoire	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/2	Ordre du jour provisoire annoté	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/3	Les erreurs et distorsions non dues au sondage dans les enquêtes démographiques rétrospectives	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/4	Les statistiques de l'état civil en Afrique	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/5	Méthodes pour obtenir des données sur les événements d'état civil dans les pays en voie de développement	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/6	Définitions, classifications et mise en tableaux des faits d'état civil et leurs caractéristiques	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/7	Utilisation des données des recensements et des enquêtes pour l'estimation des taux de natalité et de mortalité	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/8	Essais d'enregistrement des événements d'état civil et enquêtes par sondage sur les naissances et les décès au Kenya	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/9	Sources de données sur la natalité et la mortalité au Sénégal	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/10	Calcul des taux bruts de natalité et de mortalité à partir d'observations démographiques répétées dans une zone pilote rurale au Sénégal	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/11	Liste des documents	A	F
E/CN.14/CAS.4/VS/12	Liste provisoire des participants	Bilingue	
E/CN.14/CAS.4/VS/13	Utilisation par le Maroc du recensement 1960 et de l'enquête à objectifs multiples (1961-1963) pour déterminer la natalité et la mortalité	A	F

En outre un petit nombre d'exemplaires des documents et publications suivants ont été distribués aux participants (en anglais et en français):

1. Méthodes et problèmes d'inscription et de rassemblement des statistiques d'état civil en Afrique, document E/CN.14/CAS.3/8.
2. Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique : documents E/CN.14/186, E/CN.9/CONF.3/1.
3. Nations Unies, Principes directeurs d'un système de statistiques de l'état civil, Etudes statistiques, séries M, No.19, New York (août 1953). (No.de vente : 1953.XV(II.8)).
4. Nations Unies, Manuel de statistique de l'état civil, Etudes méthodologiques, série F, No.7, New York (avril 1955). (No. de vente : 55.XVII.1).
5. Nations Unies, Manuel d'enquêtes sur des ménages, Guide pratique pour les enquêtes sur le niveau de vie, Etudes méthodologiques, série F, No.10, New York (1964). (No. de vente : 64.XVII.13). (Le texte est complet en anglais, seuls les chapitres II et IX sont disponibles en français).
6. Activités internationales tendant à améliorer l'enregistrement des faits d'état civil : 1954-1964. Projet préparé par le Bureau de statistique des Nations Unies pour le deuxième Cycle d'étude inter-américain sur l'enregistrement des faits d'état civil, 30 novembre - 10 décembre 1964.
7. Méthodes permettant de déterminer si tous les événements d'état civil sont enregistrés. Projet préparé par le Bureau de statistique des Nations Unies pour le deuxième Cycle d'étude inter-américain sur l'enregistrement des faits d'état civil, 30 novembre-10 décembre 1964.
8. Robert Blanc, Manuel de recherche démographique en pays sous-développé, INSEE, Service de Coopération, Paris (1962). (Traduction en anglais : Manual of Demographic Research in Under-Developed Countries, Documents E/CN.14/ASPP/L.14, E/CN.9/CONF.3/L.14).

ANNEXE IV

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE M. R.K.A. GARDINER, SECRETAIRE EXECUTIF
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir que de vous souhaiter aujourd'hui la bienvenue au Cycle d'études sur les statistiques d'état-civil en Afrique, convoqué ici par la Commission économique pour l'Afrique dans une première tentative pour examiner l'ensemble des problèmes en cause à la lumière de l'expérience et des conditions locales.

C'est là un domaine d'activité qui a retenu de plus en plus l'attention des gouvernements africains ces dernières années, et il a été instamment recommandé à un certain nombre de réunions que l'on fasse tout le possible pour stimuler le développement et accélérer l'amélioration des systèmes d'inscription à l'état-civil et des statistiques d'état-civil dans les divers pays de la région. La nécessité d'une étude approfondie des difficultés qui se posent et de la technique à adopter pour les résoudre a été soulignée, tant par le Cycle d'études qui s'est tenu au Caire en 1962 sur les problèmes de population en Afrique, que par la troisième Conférence des statisticiens africains en 1963. Que le Cycle d'études sur les services centraux mis à la disposition des pouvoirs publics locaux, qui a eu lieu en Nigéria cette année, se soit également penché sur cette question et ait recommandé qu'une coopération internationale s'institue pour promouvoir les méthodes classiques d'obtention des statistiques d'état-civil, montre assez la diversité des disciplines intéressées à ces méthodes.

L'existence d'un système efficace de statistiques d'état civil se fait sentir en effet dans un domaine très vaste trop vaste pour qu'on puisse utilement l'analyser ici. Les avantages personnels qui en résultent pour chacun des membres de la collectivité, ainsi que le grand intérêt des données statistiques pour la planification économique et sociale et pour la recherche, expliquent le soutien grandissant donné aux efforts déployés dans le cadre de ceux des objectifs de ce Cycle d'études qui visent promouvoir un tel système. Ce qui a manqué jusqu'ici, c'est une batterie de techniques qui puissent être appliquées dans les conditions régnant en Afrique, pour obtenir les résultats souhaités avec les moyens disponibles, et l'objectif essentiel de cette réunion est d'étudier quelques-unes des méthodes proposées, de mesurer la réussite ou l'échec des expériences actuellement en cours dans un certain nombre de pays africains, et si possible d'élaborer de nouvelles techniques.

Les débats qui vont se dérouler s'appuieront sur un fonds substantiel de documents, les uns très récents et d'autres moins. Parmi ces documents de base figurent un certain nombre de manuels et d'études préparés au Siège des Nations Unies en vue d'une utilisation internationale, ainsi qu'une étude du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique consacrée aux problèmes de l'inscription à l'état civil et de la collecte des renseignements d'état civil en Afrique. Les documents spécialement préparés pour ce Cycle d'études par le secrétariat de la CEA et un groupe d'experts portent sur un large éventail des difficultés qui touchent aux notions, aux méthodes et à l'analyse.

Ces difficultés sont notre raison d'être : sans elles, il n'y aurait pas de stimulant. Elles sont là et nous espérons leur trouver des solutions. Nous pensons que les considérations théoriques et les

expériences pratiques échangées durant cette réunion muniront les participants de suggestions qu'ils pourront présenter à leurs gouvernements en vue d'améliorations dans ce secteur particulier du développement de la statistique.

Nous accueillerons avec gratitude les avis des participants sur la meilleure orientation à donner à nos efforts ultérieurs en vue d'aider les pays de la région et d'instaurer une coopération internationale effective.

Je vous souhaite encore une fois la bienvenue au nom de la Commission économique, et vous présente mes vœux personnels pour le plein succès de vos délibérations.